

<https://www.divergences.be/spip.php?article3556>



Février 23 La crise ukrainienne est un "dilemme de sécurité" classique dans le monde



- Aujourd'hui - 2023 - Ukraine -
Date de mise en ligne : mercredi 4 janvier 2023

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

[Origine Countercurrents](#)

Le 27 décembre 2022, la Russie et l'Ukraine ont toutes deux lancé des appels à la fin de la guerre en Ukraine, mais uniquement à des conditions non négociables qu'elles savent que l'autre partie rejettera.

Le ministre ukrainien des affaires étrangères, M. Kuleba, a proposé un "sommet de la paix" en février, qui serait présidé par le secrétaire général des Nations unies, M. Guterres, mais à la condition préalable que la Russie soit d'abord poursuivie pour crimes de guerre devant un tribunal international. De l'autre côté, le ministre russe des affaires étrangères, M. Lavrov, a lancé un ultimatum glaçant : l'Ukraine doit accepter les conditions de paix de la Russie ou "la question sera tranchée par l'armée russe".

Mais que se passerait-il s'il existait une façon de comprendre ce conflit et les solutions possibles qui engloberait les points de vue de toutes les parties et qui nous permettrait de dépasser les récits et les propositions unilatérales qui ne servent qu'à alimenter et à intensifier la guerre ? La crise en Ukraine est en fait un cas classique de ce que les spécialistes des relations internationales appellent un "dilemme de sécurité", ce qui permet de l'envisager de manière plus objective.

Un dilemme de sécurité est une situation dans laquelle les pays de chaque camp prennent des mesures pour leur propre défense que les pays de l'autre camp considèrent alors comme une menace. Comme les armes et les forces offensives et défensives sont souvent impossibles à distinguer, le renforcement de la défense d'une partie peut facilement être considéré comme un renforcement de l'offensive par l'autre partie. Comme chaque partie répond aux actions de l'autre, le résultat net est une spirale de militarisation et d'escalade, même si les deux parties insistent, et peuvent même croire, que leurs propres actions sont défensives.

Dans le cas de l'Ukraine, cela s'est produit à différents niveaux, à la fois entre la Russie et les gouvernements nationaux et régionaux ukrainiens, mais aussi à une échelle géopolitique plus large, entre la Russie et les États-Unis/l'OTAN.

L'essence même d'un dilemme de sécurité est le manque de confiance entre les parties. Pendant la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique, la crise des missiles de Cuba a servi de sonnette d'alarme, obligeant les deux parties à commencer à négocier des traités de contrôle des armements et des mécanismes de sauvegarde qui limiteraient l'escalade, même si une profonde méfiance subsistait. Les deux parties ont reconnu que l'autre n'avait pas la ferme intention de détruire le monde, ce qui a fourni la base minimale nécessaire pour des négociations et des sauvegardes visant à garantir que cela ne se produise pas.

Après la fin de la guerre froide, les deux parties ont coopéré en réduisant considérablement leurs arsenaux nucléaires, mais les États-Unis se sont progressivement retirés d'une succession de traités de contrôle des armements, ont violé leurs promesses de ne pas étendre l'OTAN à l'Europe de l'Est et ont utilisé la force militaire d'une manière qui violait directement l'interdiction de la Charte des Nations unies contre "la menace ou l'usage de la force". Les dirigeants américains ont prétendu que la conjonction du terrorisme et de l'existence d'armes nucléaires, chimiques et biologiques leur donnait un nouveau droit de mener une "guerre préventive", mais ni l'ONU ni aucun autre pays n'a jamais accepté cela.

L'agression américaine en Irak, en Afghanistan et ailleurs alarmait les populations du monde entier, et même de

nombreux Américains. Il n'est donc pas étonnant que les dirigeants russes aient été particulièrement inquiets du regain de militarisme américain de l'après-guerre froide. À mesure que l'OTAN intègre de plus en plus de pays d'Europe de l'Est, un dilemme de sécurité classique commence à se poser.

Le président Poutine, qui a été élu en 2000, a commencé à utiliser les forums internationaux pour contester l'expansion de l'OTAN et la volonté de guerre des États-Unis, en insistant sur le fait qu'une nouvelle diplomatie était nécessaire pour assurer la sécurité de tous les pays d'Europe, et pas seulement de ceux invités à rejoindre l'OTAN.

Les anciens pays communistes d'Europe de l'Est ont adhéré à l'OTAN par souci de défense face à une éventuelle agression russe, mais cela a également exacerbé les préoccupations sécuritaires de la Russie face à l'alliance militaire ambitieuse et agressive qui se rassemblait autour de ses frontières, d'autant plus que les États-Unis et l'OTAN refusaient de répondre à ces préoccupations.

Dans ce contexte, les promesses non tenues sur l'expansion de l'OTAN, l'agression en série des États-Unis dans le Grand Moyen-Orient et ailleurs, et les affirmations absurdes selon lesquelles les batteries de défense antimissile américaines en Pologne et en Roumanie devaient protéger l'Europe de l'Iran, et non de la Russie, ont déclenché l'alarme à Moscou.

Le retrait des États-Unis des traités de contrôle des armes nucléaires et leur refus de modifier leur politique de première frappe nucléaire ont suscité des craintes encore plus grandes qu'une nouvelle génération d'armes nucléaires américaines soit conçue pour donner aux États-Unis une capacité de première frappe nucléaire contre la Russie.

De l'autre côté, l'affirmation croissante de la Russie sur la scène mondiale, y compris ses actions militaires pour défendre les enclaves russes en Géorgie et son intervention en Syrie pour défendre son allié le gouvernement Assad, a suscité des inquiétudes en matière de sécurité dans d'autres anciennes républiques soviétiques et alliées, y compris les nouveaux membres de l'OTAN. Quelle sera la prochaine intervention de la Russie ?

Comme les États-Unis ont refusé de répondre diplomatiquement aux préoccupations de la Russie en matière de sécurité, chaque partie a pris des mesures qui ont aggravé le dilemme de la sécurité. Les États-Unis ont soutenu le renversement violent du président Ianoukovitch en Ukraine en 2014, qui a entraîné des rébellions contre le gouvernement issu du coup d'État en Crimée et dans le Donbas. La Russie a répondu en annexant la Crimée et en soutenant les "républiques populaires" séparatistes de Donetsk et de Louhansk.

En dépit d'une diplomatie efficace, ils ont tous présumé du pire quant aux motivations de l'autre, tandis que la crise devenait de plus en plus incontrôlable, exactement comme le modèle du "dilemme de sécurité" prévoit que les nations agiront dans un contexte de tensions croissantes.

Bien entendu, la méfiance mutuelle étant au cœur de tout dilemme de sécurité, la situation se complique encore lorsque l'une des parties est considérée comme étant de mauvaise foi. L'ancienne chancelière allemande Angela Merkel a récemment admis que les dirigeants occidentaux n'avaient aucunement l'intention de faire respecter par l'Ukraine les termes de l'accord de Minsk II en 2015, et qu'ils ne l'avaient accepté que pour gagner du temps afin de renforcer militairement l'Ukraine.

La rupture de l'accord de paix de Minsk II et l'impasse diplomatique persistante dans le conflit géopolitique plus large entre les États-Unis, l'OTAN et la Russie ont plongé les relations dans une crise de plus en plus profonde et ont conduit à l'invasion russe de l'Ukraine. Les responsables de toutes les parties ont dû reconnaître la dynamique du dilemme de sécurité sous-jacent, mais ils n'ont pas pris les initiatives diplomatiques nécessaires pour résoudre la

crise.

Des alternatives pacifiques et diplomatiques ont toujours été disponibles si les parties choisissaient de les poursuivre, mais elles ne l'ont pas fait. Cela signifie-t-il que toutes les parties ont délibérément choisi la guerre plutôt que la paix ? Elles le nieraient toutes.

Pourtant, il semble que toutes les parties voient aujourd'hui les avantages d'un conflit prolongé, malgré les massacres quotidiens incessants, les conditions de vie épouvantables et qui se détériorent pour des millions de civils, et les dangers impensables d'une guerre totale entre l'OTAN et la Russie. Toutes les parties se sont convaincues qu'elles peuvent ou doivent gagner, et elles continuent donc à intensifier la guerre, avec toutes ses conséquences et les risques qu'elle devienne incontrôlable.

Le président Biden a pris ses fonctions en promettant une nouvelle ère de diplomatie américaine, mais il a au contraire conduit les États-Unis et le monde au bord de la troisième guerre mondiale.

Il est clair que la seule solution à un tel dilemme de sécurité est un cessez-le-feu et un accord de paix pour mettre fin au carnage, suivi du type de diplomatie qui a eu lieu entre les États-Unis et l'Union soviétique dans les décennies qui ont suivi la crise des missiles de Cuba en 1962, qui a conduit au traité d'interdiction partielle des essais nucléaires en 1963 et aux traités successifs de contrôle des armements. L'ancien fonctionnaire de l'ONU Alfred de Zayas a également appelé à la tenue de référendums administrés par l'ONU pour déterminer les souhaits des populations de Crimée, de Donetsk et de Luhansk.

Il ne s'agit pas d'approuver la conduite ou la position d'un adversaire pour négocier une voie vers la coexistence pacifique. Nous sommes témoins de l'alternative absolutiste en Ukraine aujourd'hui. Il n'y a pas de morale dans un massacre de masse incessant et illimité, géré, dirigé et en fait perpétré par des gens en costumes élégants et en uniformes militaires dans des capitales impériales, à des milliers de kilomètres du fracas des obus, des cris des blessés et de la puanteur de la mort.

Si les propositions de pourparlers de paix doivent être plus que des exercices de relations publiques, elles doivent être fermement ancrées dans une compréhension des besoins de sécurité de toutes les parties, et dans une volonté de compromis pour que ces besoins soient satisfaits et que tous les conflits sous-jacents soient abordés.